

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant : "La demande est formulée par écrit. Elle est introduite au plus tôt six mois et au plus tard deux mois avant la date du début du congé. Elle peut être introduite jusqu'au 31 décembre 2006";

2° l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 3. L'article 4, § 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. L'agent qui est mis en congé, s'engage à prendre la pension légale dès l'obtention de l'âge de 60 ans. »

Art. 4. Notre Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions et Notre Ministre qui a les Pensions dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 mai 2003

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid : « De aanvraag moet schriftelijk gebeuren ten vroegste zes en ten laatste twee maanden voor de begindatum van het verlof. Zij kan ingediend worden tot en met 31 december 2006 »;

2° het vierde lid wordt opgeheven.

Art. 3. Artikel 4, § 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 3. De ambtenaar die in verlof gesteld wordt, verbindt zich ertoe het wettelijke pensioen te nemen zodra hij de leeftijd van 60 jaar bereikt heeft. »

Art. 4. Onze Minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en Onze Minister bevoegd voor de Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 2422

[2003/00501]

13 MAI 2003. — Arrêté royal créant une structure de garde côtière

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté vise à créer une structure de garde côtière.

En tant qu'état côtier moderne, notre pays est confronté à de nombreuses tâches à accomplir dans son espace marin : « Search and Rescue », prévention de catastrophes et lutte contre celles-ci, navigation, surveillance du personnel et de l'équipement des navires, protection et sécurisation du trafic vers et en provenance des ports et des infrastructures qui y sont liés, protection et sécurisation de l'infrastructure en mer et sur le fond marin et de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures, prévention et sanction des infractions à la loi et dispositions en matière de douanes, d'impôts, d'immigration ou de la santé publique, tâches policières; surveillance des richesses vivantes, surveillance des richesses non vivantes, surveillance des îles artificielles, installations et établissements, surveillance des régions marines protégées, surveillance des déversements en mer, surveillance de la pollution marine, intervention en cas de pollution marine et développement des plans opérationnels nécessaires, recherche scientifique et hydrographique, l'élaboration, l'implémentation et suivi des plans opérationnels.

Dans les espaces marins belges, plusieurs départements exercent des compétences appartenant tant à l'autorité fédérale qu'à la Région flamande. Les institutions publiques fédérales sont : Le SPF Intérieur, le SPF Mobilité et Transports, le SPF Economie, P.M.E., Classe moyennes et Energie, le SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement, les Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles et le Ministère de la Défense.

Il était jusqu'à présent à peine question d'une coopération interdépartementale coordonnée. Certaines institutions publiques ne travaillaient ensemble que de manière sporadique et ce, souvent sur base d'une relation amicale entre les responsables des institutions coopérantes. De plus, divers ministères ne possèdent que peu ou pas assez de moyens matériels, personnels et budgétaires, ce qui complique l'exécution adéquate et fructueuse des tâches en mer.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 2422

[2003/00501]

13 MEI 2003. — Koninklijk besluit tot oprichting van een structuur kustwacht

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe een structuur kustwacht op te richten.

Als moderne kuststaat wordt ons land geconfronteerd met vele uit te voeren taken in haar zeegebied : « Search and Rescue », voorkoming van rampen en de bestrijding ervan, scheepvaartverkeer, toezicht op scheepsbemanningen en op de uitrusting van schepen, bescherming en beveiliging van het verkeer naar en van de havens en de eraan verbonden infrastructuur, bescherming en beveiliging van de infrastructuur op zee en op de zeebodem en van de exploratie en exploitatie van koolwaterstoffen, voorkomen en bestraffen van inbreuken op de wetten en voorschriften inzake douane, belasting, immigratie of volksgezondheid, politionele taken; toezicht op de levende rijkdommen, toezicht op de niet-levende rijkdommen, toezicht op kunstmatige eilanden, installaties en inrichtingen, toezicht op beschermde mariene gebieden, toezicht op storting in zee, toezicht op de zeeverontreiniging, interventie bij mariene verontreiniging en de ontwikkeling van de nodige operationele plannen, wetenschappelijk en hydrografisch onderzoek, het opstellen, implementeren en opvolgen van operationele plannen.

In de Belgische mariene gebieden oefenen diverse departementen bevoegdheden uit behorend tot zowel de federale overheid als het Vlaamse Gewest. De federale overheidsinstellingen zijn de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de voedselketen en Leefmilieu, de FOD Binnenlandse Zaken, de FOD Mobiliteit en Vervoer, de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, de FOD Financiën, de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en ontwikkelingssamenwerking, de Federale Diensten voor Wetenschappelijke, Technische en culturele Aangelegenheden en het Ministerie van Defensie.

Van een gecoördineerde interdepartementale samenwerking was tot nu nauwelijks sprake. Slechts sporadisch werkten sommige overheidsinstellingen met elkaar samen en dit vaak op basis van vriendschappelijke relaties tussen de verantwoordelijken van de samenwerkende instellingen. Daarbij komt ook dat de verschillende ministeries slechts over beperkte of onvoldoende materiële, personele en budgettaire middelen beschikken, hetgeen een adequate en resultaatgerichte taakuitvoering op zee vaak bemoeilijkt.

Enfin, les compétences belges en mer ne sont pas seulement réparties entre les différents départements mais les compétences de certains ministères se recoupent également. La répartition mutuelle des tâches en mer est, en d'autres mots, diversifiée et peu cohérente. C'est pourquoi, l'élaboration d'une politique globale belge pour la mer du Nord et de la coopération interdépartementale qui en découle, s'impose.

Une telle politique nécessite une structure bien élaborée au sein de laquelle des instances compétentes peuvent faire correspondre leurs tâches et moyens afin d'arriver à une intervention adéquate et fructueuse en mer.

La nécessité d'élaborer le cadre susmentionné s'impose plus que jamais. Certainement depuis qu'un nombre croissant de traités, surtout dans le domaine de l'environnement ou dans le cadre de l'organisation maritime, internationale de l'UE a accordé des droits supplémentaires à la Belgique mais, aussi et surtout, imposé des obligations.

Par conséquent, le gouvernement a décidé de créer une garde côtière d'une structure tripartite composée d'un organe stratégique, d'un secrétariat permanent et d'un organe de concertation, tel que prévue à l'article 3 de l'arrêté.

L'organe stratégique détermine les lignes générales politiques et exerce un contrôle sur le secrétariat permanent. La création de cet organe à haut niveau est souhaitable afin de circuler les informations, ce au vu des récents événements qui nécessitent une intervention rapide.

Le Secrétariat permanent assure le fonctionnement quotidien et la coordination des tâches appartenant au niveau fédéral. Il s'agit notamment de l'exercice de la fonction de guichet (orienter l'utilisateur dans les rouages administratifs des divers services fédéraux compétents), soulever la zone d'ombre entre le fonctionnement quotidien des différents départements en mer et la mise en place du plan catastrophe mer du Nord, contribution à l'optimalisation de la coordination des tâches à réaliser par les divers départements compétents ainsi qu'être en contact avec les organisations sœurs des pays voisins en particulier en ce qui concerne le contrôle commun de la pêche, les exercices communes en matière de recherche et sauvetage, la lutte contre la pollution et les gardes pêche et le traitement et le suivi des infractions.

La réalisation de ces tâches comprend notamment l'organisation d'une concertation entre les départements fédéraux, entre les départements fédéraux et flamands, entre les départements publics et les tiers ainsi que la préparation d'arrêtés et de procédures réglementaires. A cette fin, l'organe de concertation est créé; il est composé de représentants de tous les ministres compétents et se réunit de manière périodique afin d'assurer la coordination nécessaire.

Si dans la phase opérationnelle, la nécessité d'une concertation urgente entre les différentes parties concernées se manifeste, le secrétariat permanent peut recueillir directement et immédiatement l'avis de l'organe de concertation.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,

Les très respectueux et très fidèles serviteurs

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi,
chargé de la Mobilité et des Transports,

Mme L. ONKELINX

Le Vice-Ministre et Ministre des Affaires étrangères,

L. MICHEL

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Le Ministre de la Défense,

A. FLAHAUT

Le Ministre des Finances,

D. REYNDERS

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,
chargé de la Politique des grandes villes,

Ch. PICQUE

Le Ministre de la Protection de la Consommation,
de la Santé publique, de l'Environnement,

J. TAVERNIER

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie et développement durable,

A. ZENNER

Tot slot zijn de Belgische bevoegdheden op zee niet alleen verdeeld over verschillende departementen, maar overlappen de bevoegdheden van sommige ministeries elkaar ook. De onderlinge taakverdeling op zee is m.a.w. gediversifieerd en weinig coherent. Tegen deze achtergrond dringt het uittekenen van een globaal Belgisch Noordzeebeleid en een daarop gestoelde interdepartementale samenwerking zich dan ook op.

Zulk beleid veronderstelt een degelijk uitgewerkte structuur waarbinnen de bevoegde instanties hun taken en middelen op elkaar kunnen afstemmen om te komen tot een adequate en resultaatgerichte manier van interveniëren op zee.

De noodzaak om het voornoemde kader uit te tekenen dringt zich meer dan ooit op, zeker nu een toenemend aantal verdragen, vooral op het vlak van leefmilieu of in het kader van de Internationale Maritieme Organisatie of van de Europese Unie, België op zee supplementaire rechten toekennen maar ook en vooral verplichtingen opleggen.

Bijgevolgd heeft de regering beslist een kustwacht op te richten met een driedelige structuur bestaande uit een beleidsorgaan, een permanent secretariaat en een overlegplatform, zoals bepaald in artikel 3 van het besluit.

Het beleidsorgaan bepaalt de algemene beleidslijnen en oefent controle uit op het permanent secretariaat. De creatie van dit orgaan op hoog niveau is wenselijk ten einde de informatie op een efficiënte manier te laten doorstromen gelet op gebeurtenissen die een snelle interventie vergen.

Een permanent secretariaat staat in voor de dagelijkse werking en coördinatie van de taken die tot het federale niveau behoren. Het betreft inzonderheid, het uitoefenen van de loketfunctie: (de gebruikers wegwijs maken in de administratieve molen van de verschillende bevoegde overheidsdiensten), het opvullen van de grijze zone tussen de dagdagelijkse werking van de verschillende departementen op zee en het instellen van het Rampenplan Noordzee, het bijdragen tot de optimalisering van de coördinatie van de uit te voeren taken door de verschillende bevoegde departementen alsook het in contact staan met de zusterorganisaties uit de naburige landen, in het bijzonder voor wat betreft gemeenschappelijke oefeningen inzake opsporing en redding, pollutiebestrijding en visserijwacht, en de aanpak en follow-up van overtredingen.

De uitvoering van deze taken behelst onder meer het organiseren van overleg tussen de federale departementen onderling, de federale en de Vlaamse departementen, de overheidsdepartementen en derden, alsook het voorbereiden van reglementaire besluiten en procedures. Daartoe wordt het overlegplatform gecreëerd dat bestaat uit afgevaardigden van alle betrokken ministers en komt periodiek samen teneinde de nodige coördinatie te verzekeren.

Wanneer in de operationele fase, de noodzaak aan dringend overleg tussen de betrokken partijen zich opdringt, kan het permanent secretariaat onmiddellijk en rechtstreeks het advies inwinnen van het overlegplatform.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,

De zeer eerbiedwaardige en zeer getrouwe dienaars

De Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid,
belast met Mobiliteit en Vervoer,

Mevr. L. ONKELINX

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken,

L. MICHEL

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Landsverdediging,

A. FLAHAUT

De Minister van Financiën,

D. REYNDERS

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
belast met het Grootstedenbeleid,

Ch. PICQUE

De Minister van Volksgezondheid,
Leefmilieu en Consumentenzaken,

J. TAVERNIER

De Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling,

A. ZENNER

13 MAI 2003

Arrêté royal créant une structure de garde côtière

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37, 107, alinéa 2, et 108 de la Constitution;

Vu la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique;

Vu la loi du 22 avril 1999 concernant la zone économique exclusive de la Belgique en Mer du Nord;

Vu le protocole n° 457 du 30 avril 2003 du Comité des services publics fédéraux, des communautés et des régions;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 avril 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 4 avril 2003;

Vu les lois du Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'évaluation des récents événements survenus dans la mer du Nord, plus précisément le naufrage du « Tricolor » et l'abordage de son épave par le pétrolier « Vicky », a démontré la nécessité d'organiser, sans autre délai, une coopération structurée entre les départements des différents ministères fédéraux ayant des intérêts dans les espaces marins relevant de la juridiction de la Belgique, et ce, afin d'éviter la répétition de tels incidents et d'en limiter les conséquences pour la côte;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, chargée de la Mobilité et des Transports, de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de la Défense, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, de Notre Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique, de l'Environnement, et du Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Une structure de garde côtière est créée auprès du Ministre de l'Intérieur.

Art. 2. La garde côtière assure la coordination et la concertation entre les administrateurs compétentes pour la mer du Nord.

Art. 3. La garde côtière est composée d'un organe stratégique, d'un secrétariat permanent et d'un organe de concertation.

CHAPITRE II. — *L'organe stratégique*

Art. 4. L'organe stratégique conseille les ministres compétents au sujet de l'exécution de la mission prévue à l'article 2. Il exerce également un contrôle sur le fonctionnement du secrétariat permanent.

Art. 5. L'organe stratégique se réunit au moins 4 fois par an ainsi qu'à la demande d'un ou plusieurs ministres compétents.

Art. 6. L'organe stratégique est composé du gouverneur de la province de Flandre occidentale, des présidents des comités de direction des divers SPF, SPP et ministère compétents ou de leurs délégués, à savoir le SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, le SPF Mobilité et Transports, le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, le SPF Intérieur, le SPF Finances et le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie et le Ministère de la Défense, ainsi que le SPP Politique scientifique et le SPP Développement durable. L'organe stratégique est présidé par le président du comité de direction du SPF Intérieur. Il arrête son règlement d'ordre intérieur qui fixe en tout cas les règles de fonctionnement de l'organe stratégique.

Des représentants du gouvernement flamand sont invités à participer aux réunions de l'organe stratégique.

13 MEI 2003. — Koninklijk besluit tot oprichting van een structuur kustwacht

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37, 107, tweede lid, en 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België;

Gelet op de wet van 22 april 1999 betreffende de exclusieve economische zone van België in de Noordzee;

Gelet op het protocol nr. 457 van 30 april 2003 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 maart 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 3 april 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 4 april 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de evaluatie van de recente gebeurtenissen op de Noordzee, meer bepaald het kapseizen van de « Tricolor » en zijn overleving door de tanker « Vicky », de noodzaak heeft aangetoond van het het onverwijld organiseren van een gestructureerde samenwerking tussen de departementen van de verschillende federale ministeries met belangen in de zeegebieden die onder de Belgische rechtsbevoegdheid vallen, en dit om herhaling van dergelijke incidenten te voorkomen en de gevolgen ervan voor de kust te beperken;

Op voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van werkgelegenheid, belast met Mobiliteit en Vervoer, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Landsverdediging, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, Onze Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu en Consumentenzaken, en van Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Er wordt bij de Minister van Binnenlandse Zaken een structuur kustwacht opgericht.

Art. 2. De Kustwacht verzekert de coördinatie en het overleg tussen de administraties bevoegd voor de Noordzee.

Art. 3. De kustwacht bestaat uit een beleidsorgaan, een permanent secretariaat, en een overlegplatform.

HOOFDSTUK II. — *Het beleidsorgaan*

Art. 4. Het beleidsorgaan adviseert de bevoegde ministers met betrekking tot de uitvoering van de in artikel 2 vermelde opdracht. Het oefent eveneens controle uit op de werking van het permanent secretariaat.

Art. 5. Het beleidsorgaan komt minstens viermaal per jaar samen alsook op verzoek van één of meerdere bevoegde ministers.

Art. 6. Het beleidsorgaan is samengesteld uit de provinciegouverneur van West-Vlaanderen en de voorzitters van de directiecomités van de verschillende bevoegde FOD's, POD's en ministerie of hun gedelegeerden, te weten de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, de FOD Mobiliteit en Vervoer, de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, de FOD Binnenlandse Zaken, de FOD Financiën, de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie en het Ministerie van Landsverdediging, alsook de POD Wetenschapsbeleid en de POD Duurzame Ontwikkeling. Het beleidsorgaan wordt voorgezeten door de voorzitter van het directiecomité van de FOD Binnenlandse Zaken. Hij stelt een reglement van inwendige orde op waarin de regels voor de werking van het beleidsorgaan worden vastgelegd.

De vertegenwoordigers van de Vlaamse regering worden uitgenodigd deel te nemen aan de vergaderingen van het beleidsorgaan.

CHAPITRE III. — *Le secrétariat permanent*

Art. 7. Le secrétariat permanent apporte un soutien au fonctionnement et à la coordination quotidienne des tâches qui relèvent du niveau de pouvoir fédéral. En outre, il assure la fonction de guichet.

Si nécessaire, il peut demander l'avis de l'organe de concertation.

Art. 8. Le secrétariat permanent est constitué de 3 membres, chacun détachés de l'un des SPF, SPP et ministères compétents ou de la Police fédérale. Il est placé sous la direction d'un directeur désigné par le Ministre de l'Intérieur, sur proposition des Ministres qui détachent les membres du secrétariat permanent. Il se fait assister par un fonctionnaire de niveau 1 et un fonctionnaire de niveau 2 ou de niveau 2+.

Les membres détachés restent soumis au statut administratif et pécuniaire du service public ou du ministère d'où ils sont détachés.

Le président du SPF Intérieur est responsable de l'application des dispositions en matière d'évaluation et de régime disciplinaire propres au statut administratif des membres distingués.

Pour les membres détachés d'un service public, la période de détachement est assimilée à une activité de service.

Art. 9. Les membres du secrétariat permanent perçoivent une allocation dont le montant annuel est fixé comme suit :

5.784,82 euros à 100 % pour le directeur;

3.402,74 euros à 100 % pour le fonctionnaire de niveau 1;

2.381,99 euros à 100 % pour le fonctionnaire de niveau 2 ou de niveau 2+.

Cette allocation est versée mensuellement à terme échu. L'allocation mensuelle est égale à 1/12 du montant annuel.

Elle est liée à l'index pivot 138,01.

Art. 10. Les coûts salariaux et les allocations des membres du secrétariat permanent restent à charge de l'autorité qui les détache.

Art. 11. Le Ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions peut mettre fin à tout moment aux détachements des membres du secrétariat permanent, soit à leur propre demande, soit, pour le directeur, sur avis motivé du président du comité de direction du SPF Intérieur, pour les autres membres, sur proposition du directeur et sur avis motivé du président du comité de direction du Service public fédéral de l'Intérieur.

Art. 12. Les coûts de fonctionnement sont imputés à partir de 2004 à la section 13 du budget général des dépenses.

CHAPITRE IV. — *L'organe de concertation*

Art. 13. L'organe stratégique fait appel à la plate-forme de concertation pour préparer les arrêtés réglementaires, rédiger les procédures et formuler les avis. Celle-ci assure également l'organisation d'une concertation entre les départements fédéraux compétents, entre les départements fédéraux compétents et les représentants du gouvernement flamand, les départements publics fédéraux et les tiers.

L'organe de concertation peut formuler des propositions et des avis sur son propre initiative et les transmettre à l'organe stratégique. Il arrête son règlement d'ordre intérieur qui fixe en tout cas les règles de fonctionnement de l'organe stratégique.

Art. 14. L'organe de concertation est constitué de délégués désignés par les départements compétents. Des représentants du gouvernement flamand sont invités à participer aux réunions de l'organe de concertation.

Art. 15. L'organe de concertation se réunit au moins 4 fois par an ainsi qu'à la demande de l'organe stratégique.

Art. 16. Le gouverneur de la province de Flandre occidentale coordonne les activités de l'organe de concertation.

CHAPITRE V. — *Entré en vigueur*

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication dans le *Moniteur belge*.

CHAPITRE VI. — *Mesure d'exécution.*

Art. 18. Notre Vice-Premier et Ministre de l'Emploi, chargée de la Mobilité et des Transports, de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de la Défense, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, de Notre Ministre de la

HOOFDSTUK III. — *Het permanent secretariaat*

Art. 7. Het permanent secretariaat biedt ondersteuning bij de dagelijkse werking en coördinatie van de taken die tot het federale bevoegdheidsniveau behoren. Bovendien oefent het de loketfunctie uit.

Het kan zo nodig advies inwinnen van het overlegplatform.

Art. 8. Het permanent secretariaat bestaat uit drie leden, elk gedetacheerd uit één van de bevoegde FOD's, POD's en ministeries of uit de Federale politie. Het staat onder de leiding van een directeur die wordt aangeduid door de Minister van Binnenlandse Zaken op voordracht van de Ministers die de leden van het permanent secretariaat detacheren. Hij wordt bijgestaan door één ambtenaar van niveau 1 en één ambtenaar van niveau 2 of van niveau 2+.

De gedetacheerde leden blijven onderworpen aan het administratief en geldelijk statuut van de overheidsdienst of het ministerie waaruit zij gedetacheerd zijn.

De voorzitter van de FOD Binnenlandse Zaken staat in voor de toepassing van de bepalingen inzake evaluatie en tuchtregeling, eigen aan het administratief statuut van de onderscheiden leden.

Voor de leden gedetacheerd uit een overheidsdienst wordt de periode van detachering gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Art. 9. De leden van het permanent secretariaat ontvangen een toelage waarvan het jaarlijkse bedrag het volgende is :

5.784,82 euro aan 100 % voor de directeur;

3.402,74 euro aan 100 % voor de ambtenaar niveau 1;

2.381,99 aan 100 % voor de ambtenaar niveau 2 of van niveau 2+.

Deze toelage wordt maandelijks na vervallen termijn uitbetaald. De maandtoelage is gelijk aan 1/12 van het jaarlijks bedrag.

Ze wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01.

Art. 10. De loonkosten en toelagen van de leden van het permanent secretariaat blijven ten laste van de detacherende overheid.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheid Binnenlandse Zaken behoort kan op elke moment een einde stellen aan de detacheringen van de leden van het permanent secretariaat, hetzij op hun verzoek, hetzij, voor de directeur, op gemotiveerd advies van de voorzitter van het directiecomité van de FOD Binnenlandse Zaken, voor de andere leden, op voordracht van de directeur en op gemotiveerd advies van de voorzitter van het directiecomité van de FOD Binnenlandse Zaken.

Art. 12. De werkingskosten worden vanaf 2004 aangerekend op de sectie 13 van de algemene uitgavenbegroting.

HOOFDSTUK IV. — *Het overlegplatform*

Art. 13. Voor de voorbereiding van reglementaire besluiten, het opstellen van procedures en het formuleren van adviezen doet het beleidsorgaan beroep op een overlegplatform. Dit staat ook in voor het organiseren van overleg tussen de bevoegde federale departementen onderling, de bevoegde federale departementen en de vertegenwoordigers van de Vlaamse regering, de bevoegde overheidsdepartementen en derden.

Het overlegplatform kan ook op eigen initiatief voorstellen en adviezen formuleren en overmaken aan het beleidsorgaan. Het stelt een reglement van inwendige orde op waarin de regels voor de werking van het beleidsorgaan worden vastgelegd.

Art. 14. Het overlegplatform bestaat uit afgevaardigden aangewezen door de bevoegde departementen. De vertegenwoordigers van de Vlaamse Regering worden uitgenodigd deel te nemen aan de vergaderingen van het overlegplatform.

Art. 15. Het overlegplatform komt minstens vier maal per jaar samen, alsook op verzoek van het beleidsorgaan.

Art. 16. De gouverneur van de provincie West-Vlaanderen coördineert de werkzaamheden van het overlegplatform.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK VI. — *Uitvoeringsbepaling*

Art. 18. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid, belast met Mobiliteit en Vervoer, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Landsverdediging, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, Onze Minister

Protection de la Consommation, de la Santé publique, de l'Environnement, et du Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, sont chargés, chacun ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi,
chargée de la Mobilité et des Transports,
Mme L. ONKELINX

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,
L. MICHEL

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,
Ch. PICQUE

Le Ministre de la Protection de la Consommation,
de la Santé publique, de l'Environnement,
J. TAVERNIER

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie et Développement durable,
A. ZENNER

van Volksgezondheid, Leefmilieu en Consumentenzaken, en van Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling, zijn, ieder voor wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid,
belast met Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. L. ONKELINX

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken,
L. MICHEL

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Ch. PICQUE

De Minister van Volksgezondheid,
Leefmilieu en Consumentenzaken,
J. TAVERNIER

De Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling,
A. ZENNER

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 2423 (2003 — 1729) [2003/00401]

8 AVRIL 2003. — Arrêté royal relatif à la formation des membres des services publics de secours. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 160 du 5 mai 2003, première édition, acte n° 2003/00321, le texte paru à la page 24054 doit être remplacé par le texte suivant :

Un cours de 40 heures à choisir parmi les cours suivants :

- *Instructeur* : 40 heures
- *Matériel* : 40 heures

VI. Formation en vue de l'obtention du brevet de technicien en prévention de l'incendie :

Cours obligatoires :

- *Bases légales* : 5 heures
- *Réglementation* : 30 heures
- *Résistance au feu des éléments de construction et réaction au feu des matériaux de construction* : 25 heures
- *Construction des bâtiments* : 20 heures
- *Moyens de détection - Moyens d'extinction* : 10 heures
- *Exercices pratiques et formation* : 50 heures

VII. Formation en vue de l'obtention du brevet de chef de service :

Cours obligatoires :

- *Management - gestion des ressources humaines* : 40 heures
- *Relations publiques* : 20 heures
- *Gestion technique et budgétaire* : 20 heures

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 8 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 2423 (2003 — 1729) [2003/00401]

8 APRIL 2003. — Koninklijk besluit betreffende de opleiding van de leden van de openbare hulpdiensten. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 160 van 5 mei 2003, eerste uitgave, akte nr. 2003/00321, de tekst verschenen op bl. 24054 dient vervangen te worden door volgende tekst :